

Réunion régionale Afrique du Forum politique pour le développement Gaborone, Botswana 8-10 octobre 2018



Plus de 100 représentants d'organisations de la société civile (OSC), y compris le secteur privé, les autorités locales (AL), les institutions de l'Union africaine (UA) et des représentants des institutions de l'Union européenne (UE) se sont réunis du 8 au 10 octobre 2018 à Gaborone (Botswana) dans le cadre de la Réunion régionale Afrique du Forum politique pour le développement (FPD).

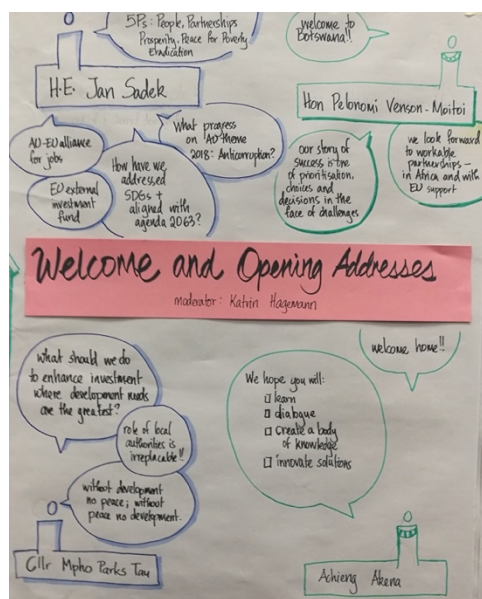
Discours de bienvenue

Claire Frost, gestionnaire de programme au sein du Forum des gouvernements locaux du Commonwealth et membre du Groupe de réflexion, a présenté un exposé sur le fonctionnement du FPD en tant que plate-forme de dialogue réunissant des acteurs du développement du monde entier et des représentants des institutions européennes en vue de discuter des politiques de développement et de la meilleure manière de mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD).

Dans son allocution de bienvenue, **Jan Sadek**, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République du Botswana et de la Communauté de développement de l'Afrique australe, a souligné le caractère opportun de la



réunion, qui devait permettre de réfléchir aux résultats du sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne, de renforcer la résilience face aux « menaces croissantes pour le multilatéralisme » et de discuter des opportunités offertes par la nouvelle Alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables. À l'heure actuelle, l'UE est le principal partenaire commercial de l'Afrique et « nous faisons partie d'un programme de développement commun ; la collaboration est la seule solution pour atteindre les ODD », a-t-il insisté.



Honorable Pelonomi Venson-Moitoi, ministre des Collectivités locales et du Développement rural de la République du Botswana, a réfléchi à la voie du développement durable à emprunter par le pays et a dénoncé la contradiction, qui constitue un défi majeur, entre l'établissement de priorités d'une part et la multiplicité des objectifs de développement d'autre part. Elle s'est déclarée en faveur du remplacement des subventions par des « investissements axés sur le commerce », invitant les investisseurs européens à s'associer à leurs homologues en Afrique.

Mpho Parks Tau, président de l'Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud et vice-président pour l'Afrique des Cités et Gouvernements Locaux Unis, a encouragé la construction de communautés plus résilientes grâce aux investissements dans les villes afin de « mettre à profit le dividende démographique de l'Afrique ». Il a désigné l'enseignement, la formation, l'emploi et l'esprit d'entreprise des jeunes comme autant d'outils permettant de concrétiser le développement

durable. Il a également souligné le rôle vital des AL, qui sont aux avant-postes de la prestation de services et de la responsabilité démocratique.

Achieng Akena, directeur exécutif du Réseau panafricain des citoyens (PACIN), s'est dit ravi de pouvoir rencontrer des parties prenantes de toute l'Afrique pour concevoir ensemble des solutions innovantes et encourager les échanges de bonnes pratiques. Elle a cité le Botswana comme un exemple positif sur le plan du développement durable et a appelé chacun à s'assurer que les solutions de développement soient adaptées au citoyen africain lambda. En outre, elle a encouragé les participants à profiter de l'occasion pour prendre part au FPD dans un esprit de « réflexion collective ».

Tirer des leçons sur le développement durable grâce au Botswana

Cette séance a mis en lumière les expériences du Botswana en matière de mise en œuvre des ODD. Les principaux acteurs ont expliqué ce qui a bien fonctionné, mais aussi les difficultés rencontrées et les mesures prises pour les surmonter.

Honorable Moiserale Goya, le ministre adjoint des Investissements, du Commerce et de l'Industrie de la République du Botswana, a identifié la bonne gouvernance, les stratégies de lutte contre la corruption et le système fiscal, combinés à des investissements massifs dans l'enseignement, comme les trois piliers qui ont contribué à la réussite du



Botswana. Il a fait observer que l'histoire du Botswana encourageait une « culture de tolérance et de pluralisme », qui se reflète dans la philosophie nationale.

Révérénd Mpho Moruakgomo, le président de l'Association des autorités locales du Botswana, a cité le leadership et la planification participative comme des contributeurs importants à la construction de l'État. Il a expliqué comment les anciens dirigeants avaient progressivement encouragé une structure de gouvernance décentralisée qui contribue à la cohésion sociale dans le pays. Une planification participative accrue a également aidé à identifier les choix de développement porteurs de changement, notamment en encourageant la participation du secteur privé. À cet égard, citons l'exemple notable du partenariat stratégique avec les industries d'exportation axées sur les ressources minérales.

Lorato Morapedi, directrice générale de la Banque nationale de développement, a évoqué les priorités de développement centrées sur l'être humain, et notamment l'accent mis sur l'enseignement, la santé et l'éradication de la pauvreté, en tant qu'éléments clés de la réussite du Botswana. Elle a également mentionné que des mesures spécifiques avaient été instaurées pour veiller à ce que les groupes vulnérables, entre autres les femmes et les personnes âgées, ne soient pas laissés pour compte. Elle a toutefois aussi épinglé les défis persistants en termes d'inégalité des revenus, de nutrition et de mortalité infantile, ainsi que de migration des régions rurales vers les zones urbaines.



Dichaba Molobe, directeur des services de développement aux entreprises de l'organisation Business Botswana, a parlé des défis actuels, tels que la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires, et des améliorations nécessaires dans des domaines tels que l'innovation et le développement des infrastructures : « Nous sommes un pays prospère, mais non productif ». Il a souligné le rôle important du secteur privé dans la création d'emplois et a déclaré que l'État devait quant à lui ouvrir la voie pour attirer les investisseurs étrangers en introduisant des incitations fiscales et autres structures de soutien.

Harmonisation des programmes de développement de l'Afrique et de l'Europe

Cette séance a permis d'évaluer si l'Afrique était sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs de développement. Elle fut l'occasion de passer en revue les principales politiques de développement mises en place pour l'Afrique, notamment l'Agenda 2063 et l'Agenda 2030 pour le développement durable, ainsi que leur degré de cohérence et de coordination avec les programmes de développement de l'Europe et les plans nationaux de développement.

William Carew, responsable du bureau régional de la direction du Mouvement de la paix, des Citoyens et de la Diaspora, Bureau du président de la Commission de l'Union africaine, s'est dit optimiste à l'idée que l'Agenda 2063 contribuerait à la transformation de l'Afrique, avec pour résultat « une Afrique qui se soucie avant tout de sa population, une Afrique prospère fondée sur le développement durable, unie et indépendante sur le plan politique, respectant les droits de l'homme et l'État de droit ». Il a insisté sur le caractère incontournable de la lutte contre la corruption pour la mise en œuvre du programme de développement de l'Afrique.

Karen del Biondo, chargée de mission à la direction générale de la Coopération internationale et du Développement de la Commission européenne, s'est exprimée au sujet du nouveau Consensus européen pour le développement et de la nécessité d'instaurer des cadres politiques partagés et des programmes conjoints parmi les États membres et l'UE afin de permettre la concrétisation de ce consensus. Par ailleurs, elle a mis en exergue toute l'importance d'établir des cadres de suivi solides en vue de la mise en œuvre des priorités de développement.



Cristian Roger Okemba, le maire de Brazzaville, en République du Congo, a évoqué la nécessité de revoir les plans de développement local pour qu'ils reflètent les réalités des environnements urbains. À cette fin, il a proposé de se baser sur le financement des recherches sur le développement urbain, le niveau de vie et la sécurité alimentaire, ce qui permettra de rendre justice aux changements démographiques ainsi qu'aux paysages ruraux et urbains. Il a également lancé l'idée de visites d'évaluation par les pairs et d'établissement de points de comparaison afin de jauger les progrès en matière de développement dans les villes d'Afrique par rapport aux villes d'Europe.



Rachel Kagoiya, membre dirigeant du Réseau de Développement et de Communication des Femmes Africaines, a rappelé toute l'importance d'éliminer la pauvreté et de combattre les inégalités. Elle a ainsi proposé d'élargir l'assiette fiscale et de supprimer les échappatoires qui facilitent les flux financiers illicites. Selon elle, « il existe un remède contre la pauvreté, à savoir l'autonomisation des femmes ».

Les participants se sont ensuite répartis en groupes de travail pour aborder les thèmes suivants : le commerce et la cohérence au service du développement, la mise sur pied d'un

environnement porteur, le Plan d'investissement extérieur européen et les moyens de renforcer le développement économique et les opportunités d'investissement.

L'évolution du partenariat UA-UE

Ce panel a discuté de l'engagement des parties prenantes lors du sommet UA-UE à Abidjan et des progrès réalisés par rapport aux quatre domaines de travail convenus : la jeunesse, la paix et la sécurité, la migration et la mobilité, et la gouvernance.

Domenico Rosa, chef d'unité, Union européenne-Afrique, facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, direction générale de la Coopération internationale et du Développement, Commission européenne, a décrit le contexte général de la stratégie UE-Afrique et la manière dont chaque sommet débouche sur une déclaration politique et un plan d'action correspondant, ainsi que l'attention accrue accordée à l'évaluation périodique de la mise en œuvre. Il a également déclaré que l'« UE est un négociant honnête », qui plaide pour une intensification de la participation des acteurs non étatiques, l'UE ayant notamment adopté cette position en organisant les activités préparatoires au sommet.

Jean Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de Cités et Gouvernements Locaux Unis – Afrique, s'est dit préoccupé par le peu d'espace accordé aux AL et a insisté sur la nécessité de les inclure lors des prochains sommets. La lenteur de la réponse de l'UA à leur demande de participation s'est avérée particulièrement problématique. À la lumière du sommet d'Abidjan, il a encouragé l'UE à « modifier la nature du débat sur la migration, en passant d'une perspective purement sécuritaire à une approche liée au développement et au co-développement des deux régions et du monde en général ».

Nondumiso N Hlophe, membre de l'initiative Plug-In Jeunesse de l'UA et l'UE, s'est dite satisfaite de l'engagement sans précédent en faveur de l'autonomisation des jeunes au cours du sommet. Elle a remarqué que la proposition de sélection des jeunes au travers d'un processus de candidature à la fois ouvert, transparent et participatif avait été bien accueillie, mais qu'un effort supplémentaire serait nécessaire pour « s'assurer que, à l'avenir, les appels à candidatures s'adressent à une population beaucoup plus large et diversifiée ».

Les participants se sont ensuite répartis en groupes de travail pour discuter de la jeunesse, de la paix et de la sécurité, de la mobilité et de la migration, et de la gouvernance.



Les relations UE-ACP et UE-Afrique après 2020

Cette séance a été l'occasion de réfléchir aux préparatifs de l'accord de Cotonou, à son état actuel et à ses objectifs futurs. Le panel a débattu des principaux aspects de la proposition relative à un nouvel accord de partenariat dans le contexte des autres accords intracontinentaux existants.

Domenico Rosa, chef d'unité, Union européenne-Afrique, facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, direction générale de la Coopération internationale et du Développement, Commission européenne, a évoqué la nécessité de revoir le cadre de Cotonou en raison de l'évolution de la situation au cours des 20 dernières années. Il a déclaré que le cadre post-Cotonou doit s'appuyer sur les forces existantes, y compris la participation de la société civile, du secteur privé et des AL en tant que parties prenantes clés. Il a souligné la volonté de « traiter l'Afrique comme une seule entité par la conclusion d'un accord d'association » reflétant l'esprit d'un partenariat d'égal à égal.

A large, brightly lit conference room with a high ceiling featuring exposed ductwork and modern lighting fixtures. Numerous people are seated at round tables covered with white cloths, attending a meeting. Many participants are using laptops, and water bottles are placed on the tables. The room has large windows with horizontal blinds and a whiteboard in the background. The atmosphere appears professional and collaborative.

Gagner la bataille contre la corruption

WINNING THE FIGHT AGAINST CORRUPTION

Stumbling block

- undermines democracy
- diverts resources
- US\$ 100 Billion per year lost in Africa (two Billion in Europe)
- weakens state institutions

Mechanisms

- civil corruption committees
- Multi-stakeholders approaches
- both local level and national level initiatives
- continuous legal reforms

Questions

- focus on bribery (exclusion of all else) - 15% of our efforts on 5% of our problems
- difficulties accessing funds from institutions in Europe

relationships with citizens

Progress

- irrigates and processes in place
- AU advisory Board
- African Peer Review Mechanism
- work of investigative journalists
- Social movements
- Professional associations
- So Forum for AU
- Individual initiatives

Frameworks

leadership in addressing ITES

worry blower

Moderator: David C. Jamali
Panelists: Hon. Cllr Sylvia Tabitha Muzila, Peter Frisch, Donald Deya

Peter Frisch, économiste politique en chef de la division Coordination de la coopération au développement du Service européen pour l'action extérieure, a fait référence au dernier indice de corruption publié en février 2018 et à l'augmentation des flux financiers illicites en provenance d'Afrique. Pour combattre la corruption, il a recommandé d'établir des synergies entre les parlementaires et les organismes de lutte

contre la corruption afin d'assurer une surveillance efficace. Il a également encouragé le « renforcement des réseaux de la jeunesse et de la société civile, qui veilleraient au fonctionnement sain du gouvernement ».

Donald Deya, directeur général de l'Union panafricaine des avocats, s'est prononcé en faveur de l'extension de la définition et de la portée de la corruption pour inclure la captation, les abus de pouvoir et les activités commerciales illicites de l'État. Il a noté que l'Afrique a fait du relativement bon travail en matière d'établissement de normes et de mise en place d'institutions. Toutefois, leur mise en œuvre effective n'est pas encore aboutie. Par ailleurs, il a prôné des partenariats intelligents entre la société civile, le monde universitaire et les associations professionnelles du Nord et leurs homologues du Sud pour mettre fin aux flux financiers illicites.

Conclusions

À l'issue de la réunion, un communiqué a été adopté détaillant les principales observations et recommandations adressées à l'UA et l'UE à la fin de la troisième journée. Ce communiqué peut être téléchargé sur le site Internet du Forum politique pour le développement de la plate-forme Capacity4Development :

<https://europa.eu/capacity4dev/policy-forum-development>

